

**Union européenne - Brexit -
Migrations - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec
«LCI» - extraits
(Paris, 07 août 2017)**

(...)

Q - Le président fait sa tournée des capitales européennes, pourquoi vous ne l'accompagnez pas ? Parce qu'il va faire sa tournée et vous, vous serez après en vacances dans le Sud-ouest ?

R – Mais non, j'ai des vacances beaucoup plus courtes que celles de mes camarades du gouvernement, et je serai avec lui.

Q - Comment cela va s'articuler ?

R - On va partir en Autriche et puis ensuite en Roumanie, en Bulgarie. En Autriche, il y a les représentants de certains pays de l'Est qui seront présents et puis début septembre nous serons également en Grèce. L'objectif, c'est évidemment d'aller voir tous les pays de l'Union européenne, dont certains qui ont été beaucoup trop négligés ces dernières années. La France a un peu oublié sa géographie européenne et il est temps de remettre les choses comme elles doivent l'être.

Q - Qu'est-ce que les Européens attendent de lui, justement ?

R - Il y a un effet Macron qui est absolument phénoménal, c'est-à-dire qu'on le sait, l'Europe n'avance que quand deux pays se mettent d'accord pour les grandes réformes, la France et l'Allemagne. La France a été très absente du champ européen pendant ces dernières années, il y a une attente phénoménale, d'abord parce que c'est sans doute le premier candidat à des élections présidentielles en France qui a fait une campagne ouvertement, audacieusement pro-européenne. En France on s'est toujours un peu caché derrière son petit doigt, on était européen mais sans trop le dire. Quand il se passait quelque chose de bien à Bruxelles, c'est parce que nous Français nous étions géniaux et puis quand cela ne nous convenait pas, c'était de la faute de Bruxelles. Or Bruxelles, c'est nous, c'est les 28 pays et puis bientôt les 27 de l'Union européenne qui décident ce dont on a envie, ce dont on a besoin.

Q - Est-ce qu'on était trop en retrait vis-à-vis de l'Allemagne par exemple ?

R – Certes on a été en retrait, mais on n'a pas non plus forcément été assez crédibles pour se faire entendre. Pourquoi est-ce qu'aujourd'hui, Emmanuel Macron veut qu'on redescende le déficit à moins de 3% du PIB ? Ce n'est pas pour obéir à un diktat de Bruxelles comme certains pourraient le dire puisque, comme je le disais Bruxelles, c'est nous, c'est pour retrouver de la crédibilité, si on veut faire bouger l'Europe et on veut la faire évoluer parce qu'on peut être à la fois profondément Européens, comme je le suis, et en même temps, penser que la manière dont l'Union européenne fonctionne aujourd'hui est perfectible. Mais si on veut être entendu, il faut être crédible, il faut tenir ses engagements, il faut faire des réformes, il faut être un pays qui fonctionne.

Q - Est-ce que vous pensez que pour l'instant les annonces, la méthode de Macron sont de nature justement à renouer le lien entre les Français et l'Union européenne ?

R - Ce qui est tout d'abord tout à fait stimulant, c'est de voir que les Français ont voté pour un pro-européen, quand on regarde ce qu'on appelle l'euro baromètre, c'est-à-dire ce que dans chaque pays de l'Union européenne, les habitants pensent du projet européen, le côté pro-européen des Français a énormément remonté.

Q - Il y a encore beaucoup de méfiance.

R - Les Français aiment l'Europe, ils sont pro-européens mais ils ne sont pas satisfaits de la manière dont les choses se passent. Alors c'est vrai que parfois même quand cela se passe bien, c'est opaque, c'est incompréhensible, c'est jargonneux, c'est technocratique et ça il faut absolument que cela évolue. Et puis il y a encore des choses à améliorer, et notamment le fonctionnement de la zone euro. La zone euro a surmonté la crise de 2008, c'est assez miraculeux, c'est la preuve que beaucoup de choses étaient possibles et ont été faites par nos prédécesseurs avec engagement et talent. Mais aujourd'hui il ne faut pas s'en contenter, il faut aller plus loin, plus fort et pour cela il faut qu'on puisse pousser nos idées et pour cela, il faut être crédible.

Q - Parmi les dossiers sensibles sur votre bureau, il y en a, il y a le Brexit. Le divorce avec l'Union européenne pourrait coûter 40 milliards d'euros à Londres, une facture de sortie qui a été évaluée par le Sunday Telegraph. Le porte-parole de Theresa May, lui, rejette cette somme. Qui va payer ?

R - Les Britanniques ont pris des engagements, jusqu'à 2020 - puisqu'on travaille par tranches de 7 ans en Europe, on prend des engagements sur 7 ans - donc ils ont pris des engagements jusqu'à 2020, ils doivent les tenir. Et c'est tout simplement cela, si j'ose dire, que Michel Barnier, le négociateur européen, a mis sur la table, sans mettre de chiffre, donc les 40 milliards, d'ailleurs, qui ont été ensuite contestés par Theresa May, ils sont sortis d'un chapeau du Sunday Telegraph, on ne sait pas d'où cela vient...

Q - Donc ce n'est pas 40 milliards, selon vous, c'est plus ou moins ?

R - Je pense que c'est plus.

Q - Ah, c'est encore plus !

R - Oui, je pense que c'est plus. Tout simplement parce que c'est un pays important, c'est un pays contributeur important, et donc quand on a des engagements, on ne peut pas commencer à travailler sur l'avenir, c'est-à-dire quelle sera la relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, quand le divorce sera consommé en quelque sorte, pour reprendre votre expression, tant qu'on n'a pas réglé les conditions de ce divorce. Cela signifie qu'il faut que le Royaume-Uni tienne ses engagements. On ne peut pas commencer à faire confiance au Royaume-Uni, pour demain, si, pour hier et pour aujourd'hui il ne tient pas ses engagements, cela ce n'est pas possible.

Q - Justement, voyez ce que disent les Britanniques. Les Britanniques ils disent on est d'accord pour payer, mais en échange il faut qu'on ait un accord commercial qui soit satisfaisant pour nous.

R - C'est quelque chose qui a été dit de manière anonyme dans un journal britannique hier, ce n'est pas confirmé par le gouvernement britannique. Pour le moment, la seule chose qu'ils ont dite, face à Michel Barnier, c'est «nous reconnaissons que nous avons des engagements», ils ne sont pas allés plus loin. C'est tout l'objet de la négociation.

Q - Donc ils ne disent «on ne paye pas tant qu'on n'a pas un accord commercial favorable» ?

R - Ils ont accepté ce que les 27 leur ont proposé, c'est-à-dire qu'on sépare les sujets. On commence par les conditions du retrait, les conditions du retrait c'est le règlement de ce qui est dû, c'est aussi de la situation des citoyens Européens au Royaume-Uni, et Britanniques en Europe. Et puis c'est un problème très important, qu'on voit moins quand on est en France, mais qui est extrêmement important pour les Irlandais, c'est la frontière entre l'Irlande et le Royaume-Uni demain. Ça c'est les premiers sujets sur lesquels il faut qu'on se mette d'accord, et ensuite on parlera de l'avenir, d'un accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Les Britanniques ont accepté ce qu'on appelle ce séquençage, ce rythme, cette chronologie, donc on ne va pas revenir dessus.

Q - Sur la crise des migrants, qui divise l'Europe, le président de la République s'est fixé un objectif en France, plus un migrant dans la rue d'ici à la fin de l'année, est-ce que c'est réaliste ?

Tous les efforts sont faits, notamment pour offrir des nouvelles places d'accueil pour les demandeurs d'asile, il y aura en 2018 3.500 places de plus, cela veut dire qu'entre 2012 et 2018 le nombre de places d'hébergement aura doublé. Donc, il y a un effort significatif. Ce qui doit être fait, en parallèle, c'est l'accélération des procédures. Pourquoi vous avez des gens dans la rue ? Parce qu'aujourd'hui, si vous êtes demandeur d'asile, que vous présentez votre demande, qu'elle est examinée par l'OFPRA, qu'elle est éventuellement rejetée, que vous faites appel, en tout cela dure 14 mois. En 14 mois, vous avez vite fait de vous retrouver dans la rue et pour longtemps.

Q - Et comment vous allez faire, vous, pour réduire ce délai ?

R - L'objectif, et il y aura un projet de loi sur l'immigration à l'automne, c'est de réduire l'ensemble de ce délai à 6 mois. Cela veut dire accélérer le traitement en préfecture, accélérer le traitement par l'OFPRA, accélérer le traitement par la Cour d'appel, donc plus de moyens, plus d'effectifs, plus d'experts, pour pouvoir mieux traiter les sujets. On le doit aux demandeurs d'asile parce que ce n'est pas digne de laisser des demandeurs 14 mois dans l'attente.

Q - «Il faut distinguer les réfugiés des migrants économiques» dit Gérard Collomb, le ministre de l'intérieur. Mais les migrants, par exemple, qui fuient la famine en Somalie, au Soudan, en Éthiopie, n'ont pas vocation à être secourus et accueillis comme les Syriens ou les Libyens ? Parce que vous avez des organismes humanitaires qui poussent un cri d'alarme en ce moment.

R - Vous avez des gens qui ont un grand coeur mais qui n'ont pas de mains. C'est-à-dire que, citez-moi un pays dans le monde qui peut accueillir indifféremment tous les migrants qui le souhaitent, ce n'est pas possible, parce que accueillir, cela veut dire ensuite...

Q - Donc on fait une hiérarchie entre la guerre et la famine.

R - ...Ensuite, intégrer. Alors, ce n'est pas nécessairement la famine. Regardez, aujourd'hui, quelle est la nationalité des migrants qui viennent par le canal le plus spectaculaire, c'est-à-dire la Libye : la première nationalité aujourd'hui ce sont les Bangladais, ils viennent du Bangladesh. Vous avez ensuite des Sénégalais, des Guinéens, des Ivoiriens, vous ne pouvez pas parler de famine. Vous pouvez vous demander si ces jeunes, parce que la plupart du temps ce sont des jeunes, dynamiques, audacieux, courageux, que leur pays d'origine perdent, et c'est dramatique de penser que cette jeunesse-là préfère prendre le risque de traverser la Méditerranée et de mourir en mer, plutôt que de rester dans leur pays d'origine. Ce qu'il faut faire avec ces pays, c'est les aider à former les jeunes, à trouver des opportunités d'emplois, à ce qu'il y ait, pour ces jeunes-là, la crédibilité d'imaginer un avenir. Aujourd'hui beaucoup de ces jeunes doutent de ce qui va leur arriver dans leur pays d'origine, et donc prennent des risques insensés. Il est indispensable que l'Europe, pas seulement la France, travaille activement, c'est ce qu'elle a commencé à faire, il y a un fonds européen qui a été mis en place de 2,5 milliards d'euros, pour aider les pays d'origine, à proposer des projets de formation, de développement, pour que ces jeunes restent là où leur pays a besoin qu'ils restent.

Q - Quand le gouvernement dit vouloir mettre des «hot spots», des centres d'enregistrement pour les demandeurs d'asile, des migrants dans les pays d'origine, mais en Libye, qui est un pays instable, comment c'est possible ?

R - La Libye ce n'est pas un pays d'origine, c'est un pays de transit, et puis ce n'est pas en Libye qu'on va mettre des «hot spots», comme on le dit, en tout cas des centres d'orientation, tant que ce pays est dans l'état d'instabilité que vous relevez très justement.

Q - Où alors ?

R - L'objectif c'est d'essayer de travailler à la frontière sud de la Libye, c'est-à-dire essentiellement au Niger, peut-être au Tchad, là où passent les routes des migrants, et ce ne sont pas seulement les routes des migrants, ce sont les routes des passeurs. Aujourd'hui, quand vous pensez que les passeurs sont capables de faire venir des malheureux du Bangladesh, au travers du continent africain, pour remonter via la Libye et traverser la mer, vous imaginez l'économie souterraine que cela représente, il faut absolument mettre à bas ces réseaux de passeurs, qui sont des exploitants de la misère humaine. Et ça, cela peut tout à fait se faire. Il y aura, avant la fin de l'été, une ou plusieurs missions de l'OFPRA, au Niger en tout cas, peut-être au Tchad, pour travailler avec les autorités locales, mais aussi avec le HCR, avec l'Office international des migrations, pour mettre en place des centres d'orientation. Il est 1.000 fois préférable de savoir qui est susceptible d'obtenir l'asile en Europe au moment où ils sont encore sur le continent africain, plutôt que de leur faire prendre le risque de traverser la mer avec ce que cela signifie, il y a plus de 2.500 morts en mer Méditerranée depuis le début de l'année. (...) ./.